



Lundi 6 mai s'est tenue la réunion de négociation dans le cadre des préavis de grève SUD, CGT et SNJ concernant les JT mutualisés Limousin Poitou-Charentes du 8 au 12 mai prochains ainsi que la fabrication des sujets Grande Région par l'Aquitaine, en présence de Fabrice Goll (DR), Samuel Bignon (DRH) et François Massaloux (Responsable Financier).

A l'évidence, la direction n'est pas venue pour négocier. Elle n'a formulé aucune proposition, sur aucun des points de revendications. A la place, les syndicats ont fait face à une avalanche d'éléments de langage dont voici quelques extraits :

**« Ce n'est pas un plan d'économie, c'est un plan de retour à l'équilibre budgétaire »**

Effectivement, ne pas admettre qu'il s'agit d'économies permet de contourner certaines obligations légales. C'est malin... mais on vous voit.

**« Nous devons respecter notre budget, en responsabilité »**

Personne ne dit le contraire. Mais il est inacceptable que notre budget soit amputé de la sorte pour payer les « projets d'entreprise » imposés par Paris (Tempo, OpenMedia) et que le prix à payer soit le torpillage de nos éditions régionales de proximité.

**« C'est sur les JT qu'on consomme le plus »**

Les Organisations syndicales pensent qu'il est possible de trouver de l'argent ailleurs. Est-ce qu'on demande aux antennes nationales de faire des économies sur les JO ou le festival de Cannes ?

**« On ne vous communiquera pas le montant du budget, des économies, et leurs répartitions entre Poitou-Charentes, Limousin et Aquitaine. Ces informations sont confidentielles et réservées au CSE »**

Sur quel texte s'appuie la direction pour affirmer cela ? Elle ne sait pas. En réalité c'est l'inverse, nos accords permettent aux RP d'avoir accès à ces informations. Nous verrons si la direction fait la même réponse à la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, que SUD et le SNJ ont déjà sollicitée sur ce sujet.

**« Il faut peut-être aller se battre pour que les budgets soient revus à la hausse »**

Tout à fait d'accord ! Commençons par là...Les organisations syndicales comprennent bien que la Direction Régionale ne s'est pas opposée aux choix parisiens alors qu'elle voyait que budgétairement elle "allait dans le mur".

**« Nous devons prendre ces décisions fondamentales pour notre avenir »**

Les syndicats refusent ce chantage à la peur. C'est précisément pour préserver notre avenir que nous refusons ces JT communs.

**« Moi, j'ai signé pour être directeur, c'est pas pour faire des JT communs »**

Chiche ?

Les organisations syndicales renvoient la direction à ses responsabilités :

- Pourquoi avoir accepté le développement des éditions ICI ?
- Pourquoi avoir déployé Open Media dans la précipitation avec un budget insuffisant ?

Les charges supplémentaires (ICI, OpenMedia...) doivent faire l'objet d'une rallonge budgétaire du Central pour les antennes concernées.

**La CGT, SUD et le SNJ ne peuvent accepter que les restrictions portent sur l'une de nos raisons d'être : le JT régional.**

**Parce que nous ne voulons pas que les salariés payent l'addition, nous maintenons nos appels à la grève du 8 au 12 Mai.**

Limoges, le 6 mai 2024